

Avant-Propos

Un réseau presque invisible est en suspens au-dessus de l'Europe des États-Nations depuis son origine, réseau de familles qui, à partir d'un *locus* déterminé, a fait souche un peu partout. Ce sont les Capétiens en France, en Espagne, en Italie, au Portugal et ailleurs. Par le biais des alliances, des contrats, des mariages et parfois aussi des guerres aboutissant à de nouveaux consensus, ce réseau s'est allié à d'autres, constituant ainsi, lentement l'anima de l'Europe.

Ce livre en évoque certains qui en furent les représentants, les acteurs : Marie Caroline, descendante d'Henri IV, née à Naples, luttant pour la légitimité de son fils, le dauphin de France. Maria de las Nieves de Braganza, capétienne elle aussi, soutenant la cause de son mari en Espagne. Zita de Bourbon Parme, descendante aussi d'Henri IV, impératrice d'Autriche et reine de Hongrie, mettant en œuvre son réseau afin d'éviter la première guerre mondiale. Son frère Xavier, né comme elle dans un petit territoire indépendant, Pianore, sis en Toscane, agissant en Belgique, en Autriche, en France et en Espagne où il initia la voie du redressement démocratique du pays, que son fils, Carlos, lui-même commandant de l'armée française, poursuivra pour le

mener à terme. Ses sœurs, ainsi que les générations suivantes, s'orienteront vers un engagement humanitaire et écologique. C'est donc un fil rouge qui tisse l'*anima* de l'Europe naissante dans le sens d'engagement, politique et humanitaire, mais aussi de revendication dynastique puis pacifiste, cet engagement étant l'héritage véritable que peuvent revendiquer ceux qui sont évoqués ici.

Pour le lecteur français, ce livre peut paraître étrange... ses personnages, son atmosphère semblent appartenir à un « autre monde ». Mais pourtant ! L'Espagne, dont il est surtout question, et la France – ainsi que ses voisins européens – sont proches par la géographie, l'histoire, leurs peuples et leurs dynasties... mais non par leurs mythes. Il faut cependant compter avec eux pour comprendre l'*anima* des pays de l'Europe.

Cet ouvrage est presque mythologique puisqu'il s'agit de la cristallisation d'un fait historique, d'une aspiration passionnée ; c'est en effet dans la mythologie, prenant naissance dans l'histoire, qu'il faut chercher les motivations profondes des hommes. L'Espagne du XVIII^e est un pays à peine européen. C'est sa marche vers l'Europe dont il est question ici.

La naissance du Carlisme

Le Carlisme prend naissance en 1833, au début du XIX^e siècle. L'histoire de l'Espagne a connu successivement des périodes de splendeur, avec le siècle d'or (XVI^e s.), suivies de périodes de dépression économique et de démographie défailante (XVII^e s.).

En ce début du XIX^e siècle, le pays vient de vivre l'un des épisodes les plus difficiles de son histoire. En retard sur l'Europe, l'Espagne n'a pas eu accès aux « Lumières » ni à la modernité qu'elles annonçaient, en dépit des efforts de Charles III, de ses

ministres et de quelques esprits éclairés. Ses classes sociales sont hermétiques (il n'y a pas d'ascension sociale) : d'une part les riches propriétaires terriens et la bourgeoisie commerçante (la bourgeoisie industrielle est presque absente d'une révolution qui ne se produira que tardivement et timidement, en Catalogne surtout) ; d'autre part un peuple souvent misérable, surtout dans le sud de la péninsule. C'est un pays très métissé culturellement, aux origines ethniques diverses (Visigoths, Ibères, Romains, Berbères Arabes et Juifs y ont laissé leurs traces). L'Espagne est alors profondément catholique et l'influence de l'Église y est prépondérante.

La Révolution française éclate comme un coup de tonnerre dans ce paysage désolé, suivie de l'invasion napoléonienne. Cette invasion brutale aurait pu être bénéfique si elle avait réveillé le pays... Napoléon a chassé la famille royale, Charles IV, Ferdinand VII, son fils, et la dernière à quitter le palais : mon arrière, arrière-arrière-grand-mère, fille de Charles IV, avec son bébé (le futur Duc de Parme, Charles Louis). Jeune femme en larmes, avec son fils dans les bras, chassée par les hordes napoléoniennes ! C'est plus que ne pouvait le supporter le peuple de Madrid qui se souleva aussitôt. C'est un simple maire, celui du village de Mostoles, qui va déclarer la guerre à Napoléon. Ainsi commence la guerre des « guérillas » qui harcèlent les armées françaises et dont les actions seront suivies d'exécutions immortalisées par Goya.

L'élite espagnole, jusqu'alors passive, emboîte le pas à la révolution populaire. Admirateurs des lumières, ses représentants (noblesse, clergé et tiers-état) se réunissent à Cadix et rédigent la première constitution démocratique de l'Espagne : souveraineté nationale, libertés fondamentales, chambre élue,

royauté constitutionnelle, organisation uniforme des municipalités et des provinces... Cependant la royauté est conservée en la personne de Ferdinand VII et la religion catholique proclamée religion d'état.

Il pourrait donc y avoir une réconciliation nationale ou pacte interclasses. Il n'en sera malheureusement rien.

Napoléon, selon Pierre Vilar, grand hispaniste français, ne saisit pas la psychologie du peuple espagnol ni sa séculaire « force instinctive » qui se transforme en résistance, ni sa soif de changement et de progrès. Son frère Joseph, quant à lui, la comprend. Mais le peuple espagnol ne l'accepte pas : il est un usurpateur. Les Anglais appuient la guerre des *guérillas*, des « maquisards », souvent conduits par des curés de campagne, qui échappent aux poursuites des armées régulières ; Pierre Vilar parle de « cette tourmente de passion collective » qui va secouer l'Espagne, et se répétera au cours des XIX^e et XX^e siècles...

Mais aussitôt l'invasion étrangère repoussée, voici que resurgit la division entre Espagnols. Avec ceux qui veulent revenir à l'ancien régime et ceux qui veulent aller vers la modernité.

Ferdinand VII est rappelé. Personnage détestable, il promet de respecter la constitution et la trahit aussitôt, poursuivant et exécutant les patriotes, il est soutenu par les 100 000 « fils de Saint Louis », contingent français, commandé par le Duc d'Angoulême qui lui reprochera d'ailleurs sa cruauté. Il abolit les avancées de Cadix.

C'est à la mort de Ferdinand VII, dans ce contexte trouble, qu'apparaît le carlisme.

Ferdinand VII avait placé sur le trône sa fille Isabelle au lieu de son frère Carlos, comme le voulait la loi semi-salique ¹

qu’avaient instaurée les Bourbons en Espagne et qui donnait la préférence aux hommes sur les femmes. Les partisans de Carlos, les « Carlistes », se soulèvent alors dans toute l’Espagne. Ce sera la première guerre carliste de 1833 à 1839. Mais pourquoi les carlistes se soulèvent-ils ? S’agit-il seulement d’une question dynastique ? Carlos V, le roi carliste, a promis de respecter les *fueros* là où ils existaient encore (au Pays Basque) et de les rétablir là où ils avaient été supprimés (en Catalogne). La division entre Espagnols, à laquelle il a été fait allusion plus haut, tient surtout au fait que chacun veut défendre le patrimoine idéologique qui est celui de sa classe.

Pour les privilégiés, l’aristocratie et la bourgeoisie, c’est la stricte hiérarchie qui sépare une classe de l’autre, ce que défend passionnément un écrivain pourtant progressiste comme Larra, bourgeoisie et aristocratie s’entendent pour défendre leurs intérêts économiques.

Pour les classes populaires, surtout dans certaines régions d’Espagne (Catalogne, Baléares, Valence, Pays Basque, Galice...) ce sont les libertés régionales (*fueros*) qui apparaissent comme plus réelles, plus immédiates. Celles qu’on appellerait aujourd’hui « libertés sociales », «libertés collectives », tandis que les libertés individuelles, dans ce contexte d’extrême injustice sociale, demeurent le fait de privilégiés et les libertés politiques l’instrument de « partis de cadres », contrôlés justement par ces derniers (la liberté du renard dans un poulailler).

Le carlisme n’est donc pas ce mouvement ultramontain (sauf pour son aile intégriste, à laquelle il sera fait allusion plus loin) comme certains voudraient le peindre, par ignorance ou par hostilité. C’est en réalité un mouvement complexe où s’allient la passion pour les *fueros* et la volonté de trouver une voie, des

valeurs propres, en opposition à l'introduction de valeurs étrangères, même si celles-ci pouvaient se révéler positives...

L'Espagne vit un moment de stupeur et de confusion. Quels points de repère choisir ? Quelles valeurs défendre ?

Pour ceux qui se regroupent autour de Don Carlos, voilà un premier repère : défendre la loi historique en la personne de celui qui la représente. Mais quelles vont être les valeurs du nouveau roi carliste ? La foi chrétienne, patrimoine historique, à laquelle les *afrancesados* (les francisés) des classes privilégiées paraissent, à tort ou à raison, comme indifférents et les *fueros* que certaines régions avaient conservés. On a pu parler ainsi d'une « démocratie basque » : les communes élisant les députations provinciales qui avaient charge de l'administration, de la police et de la justice, et dont les statuts ne pouvaient être changés que par un accord entre la province et le roi lui-même. C'est pourquoi les rois devaient jurer les *fueros* de chaque province, scellant le pacte qui les liait entre elles et à lui-même. C'est cela la Patrie. Dieu, la Patrie, les *fueros* et le roi, voilà le credo carliste. Le roi lui-même ne doit pas seulement être légitime par le lien du sang, mais par sa fidélité au pacte aussi. C'est ce que les carlistes ont appelé « la légitimité dans l'exercice du pouvoir » (*legitimidad de ejercicio*).

Ainsi, au XIX^e et au XX^e siècles, deux dynasties à la tête de deux peuples cheminent côte à côte, exerçant chacune un pouvoir politique, officiel dans un cas, officieux mais tout aussi réel dans l'autre, et se combattent par le biais de la parole publique et clandestine. Et puis il y a les guerres terribles où l'héroïsme des combattants est à la mesure du génie de certains de leurs généraux.

Le carlisme, avec ses erreurs et ses divisions certes, que ses dirigeants s'efforcent de reconduire vers l'unité, donne l'exemple

d'une idéologie agissante et capable d'adaptation. L'auteur dramatique Valle Inclan, brillant génie littéraire de la génération dite de 98, met dans la bouche de son personnage, un roi carliste, cette phrase : « Un parti a le droit à sa propre évolution ». Il a à sa tête une dynastie engagée : les rois carlistes ont toujours été présents tant dans l'arène politique qui leur était propre, que sur le champ de bataille. Et le peuple carliste en retour se montre capable d'une fidélité surprenante.

Dans l'autre camp en revanche, à part certains moments plus heureux et certains leaders de valeur, ces deux siècles soulignent l'incapacité du régime en place à faire face à la montée démographique par une augmentation de la richesse nationale et une meilleure distribution de ses revenus. La vente des biens communaux appauvrit encore davantage les couches populaires, l'industrialisation patine, le régime des partis n'est qu'une farce honteuse : on assiste à l'achat massif des votes par les « caciques », grands propriétaires terriens, et à l'entente entre les partis pour se succéder au pouvoir sans la sanction d'un vote collectif.

Les rois carlistes

Le premier roi carliste s'appelle Carlos Maria Isidro (1833-1855), frère de Ferdinand VII. La guerre qui l'oppose à Isabelle vient d'éclater le 7 novembre 1833.

Au carlisme adhèrent les paysans, les ouvriers, les petits commerçants, le bas clergé et aussi des membres de l'ancienne noblesse. Tandis que les « libéraux » sont appuyés par les grands propriétaires terriens, l'armée, l'Église hiérarchique et les puissances étrangères (la France de Louis-Philippe, l'Italie de Charles-Albert et l'Angleterre de Georges IV). Du point de vue

sociologique, les partisans d'Isabelle seront maîtres de tous les ressorts du pouvoir administratif, c'est-à-dire qu'ils occupent les grandes fonctions de l'État et de la bureaucratie municipale. Selon Palacio Atarro, cité par Josep Carles Clemente, presque toute l'armée, les banquiers, les grands commerçants sont dans son camp. La noblesse en général aussi.

Malgré la ténacité des combattants carlistes, malgré la valeur du général Zumalacarregui (dont la stratégie a été objet d'étude de toutes les Académies militaires, sauf l'espagnole), la guerre est perdue. Le siège de Bilbao est un échec et Zumalacarregui y est tué en 1835. Après le traité de Vergara le 31 août 1839, que le général carliste Maroto signe traîtreusement ayant fusillé les cinq généraux de son état-major qui s'y opposaient, les *fueros* sont abolis.

Le premier roi carliste meurt en 1855. Son fils lui succède sous le nom de Carlos VI, souvent appelé comte de Montemolin (1818-1861). Il déclare que « ce que peut faire de plus honorable un prince, c'est de délivrer les classes appauvries. Délivrer ce peuple de la misère que lui imposent ceux qui ont à la bouche le mot de liberté ». Pendant ce temps, le ministre de la Régente Marie-Christine vend les terres de l'Église et celles qui étaient bien collectif des communes pour financer la guerre contre les carlistes et s'attacher l'oligarchie bourgeoise qui pactise avec la noblesse terrienne. Ce qui va conduire encore plus à l'appauvrissement des couches populaires.

Selon l'historien Josep Carles Clemente, 20 % du territoire national avait été ainsi vendu. Deux millions de paysans (sur trois millions cinq cent mille) n'avaient plus qu'un hectare à peine pour se nourrir. La deuxième guerre carliste éclate alors, celle des Matiners (ceux qui se lèvent tôt) ou encore la guerre de la

faim, le 12 septembre 1846. Malgré un autre grand militaire, le général de Cabrerias, et la combativité carliste, elle sera également perdue en 1849.

En 1861 Carlos VI meurt, son frère Jean III (1822-1887) lui succède. C'est un homme intelligent, mais découragé par les circonstances, il reconnaît Isabelle II. Le fameux pacte entre la dynastie et le peuple carliste fonctionne alors. Les carlistes demandent à Jean III d'abdiquer, ce qu'il fera en 1868.

Carlos VII (1848-1909), son fils, va devenir le plus fameux des rois carlistes. Époux de Marguerite de Bourbon Parme, sœur de Robert Prince de Bourbon et Duc de Parme, il déclare « après la mort du Comte de Chambord, je détiens la légitimité française comme l'espagnole. Ceux qui s'y opposeront seront exclus de la succession ». Sous Carlos VII, le carlisme est très actif sur le plan politique, publiant quantité de livres, de bulletins, et de journaux. En 1869, il a même des élus au Parlement. Ce n'est pas un parti uniforme, Josep Carles Clemente, l'historien du carlisme en fait l'analyse. Il y a une aile intégriste (elle se séparera du carlisme) qui veut en faire une milice de l'Église, et une aile populaire qui s'attache aux valeurs qui en font un parti politique. La dynastie se trouvera toujours aux côtés de l'aile populaire. Dans son manifeste de Morentin (1888), Carlos VII affirme, en s'adressant à l'intégriste Nocedal qui s'est séparé de lui et qui le traite de déviationniste : « l'unité catholique ne suppose pas plus un espionnage religieux que l'option monarchique un despotisme quelconque. Je ne ferai pas un pas de plus ni de moins que l'Église de Jésus-Christ. » Il dira aussi cette phrase restée fameuse : « Je veux être le roi des républiques espagnoles. » En 1868, Isabelle II est renversée. Amédée de Savoie est appelé à régner en Espagne par le général Prim.

Le 21 avril 1872 éclate la troisième guerre carliste. Les carlistes remportent de grandes victoires. Cependant la scène politique espagnole est secouée par l'assassinat du Général Prim, l'abdication d'Amédée de Savoie et la proclamation de l'éphémère première République espagnole en 1873. Peu après la restauration de la monarchie en la personne d'Alphonse XII, fils d'Isabelle, Alfonso Carlos de Bourbon, dont l'épouse Maria de las Nieves de Bragance est belle-sœur du Prince Robert, duc de Parme, est général en chef en Catalogne. Le général Primo de Rivera monte vers le Nord avec 48 bataillons, puis 150 000 hommes, auxquels les carlistes ne peuvent opposer que 24 bataillons et 34 000 hommes. La guerre est perdue.

En 1876, Carlos VII se retire en France avec 15 000 des siens, militaires, officiers prestigieux qui refusent leur réintégration dans l'armée officielle qui leur était offerte. On les verra à la porte des églises du pays basque, couverts de décorations, demandant l'aumône plutôt que de reconnaître le régime de la monarchie dite libérale. Carlos VII lance son cri : « Je reviendrai. Je reviendrai avec mes principes, avec mon drapeau sans tache. Même mort, je reviendrai. » Les *fueros* seront à nouveau supprimés, le territoire espagnol organisé selon le schéma jacobin, sans reconnaissance des spécificités culturelles et politiques propres à chacune des provinces.

Pendant la guerre une partie importante du sol national – de la Catalogne au Pays Basque, Valence et les îles Baléares – avait été en fait sous la juridiction carliste. Il s'agissait véritablement d'un État avec ses frontières et ses douanes, sa monnaie et son système télégraphique. Un État reconnu par les puissances étrangères comme la Russie, la Prusse, l'Autriche. Une université, celle d'Onate, en langue basque et de nombreuses écoles sont fondées.

Il est entendu qu'aucune modification n'interviendrait pas sans l'accord du roi et des députations provinciales. En 1868 est fondé le « *Requeté* », l'aile militaire du carlisme. En 1903 et 1905, le carlisme participe aux élections parlementaires et municipales : ceci montre l'étrangeté d'une situation où guerre et participation aux élections ont lieu presque simultanément.

En 1906 la loi des « juridiciones » (juridictions) est promulguée. C'est une loi infâme qui permet à la police de faire évader de prison des anarchistes ou autres rebelles politiques, pour ensuite les assassiner ; républicains et carlistes s'unissent pour la condamner (ce n'est pas la première fois qu'il y a entente sur un point précis entre eux). Le Duc de Solferino, chef délégué du carlisme, embrasse publiquement l'une des personnalités les plus en vue des républicains, Salmeron.

En 1909, Carlos VII, dont l'image majestueuse, avec sa grande barbe noire, ses chiens à ses pieds, orne tant de foyers espagnols, meurt. Don Jaime III (1870-1931), son fils, prend immédiatement la tête du carlisme. C'est un homme moderne et progressiste, qui a été officier du tsar... et membre de la CGT à Paris. Il parle comme son père du « nom que je porte comme chef de la maison de Bourbon dont l'histoire est étroitement liée à celle, glorieuse, de la France traditionnelle et monarchique. »

Il a pour projet une monarchie fédéraliste et socialiste. En 1925, il condamne la dictature du général Primo de Rivera, instaurée sous l'égide d'Alphonse XIII. Pendant la première guerre mondiale, il prend le parti des alliés, mais comme il est exilé d'Espagne, et ne pouvant pas communiquer avec les siens, un intellectuel déloyal, Vasquez de Mella, fera croire aux carlistes qu'il est germanophile. Don Jaime va fonder les « syndicats libres » contre le « capitalisme répressur ».

Quand, en 1931, est proclamée la deuxième République espagnole, Don Jaime demande aux siens de la soutenir, de lui « prêter appui pour tout ce qui n'est pas contraire à nos doctrines traditionnelles. » Mais quand se déclenchera la violence contre l'Église, il va la condamner et demander aux croyants de « défendre les trésors de notre foi. »

Don Jaime meurt sans descendance en 1931. Lui succède son oncle, Alfonso Carlos I, l'ancien général en chef des armées en Catalogne, âgé et sans descendance lui non plus. C'est un homme ferme, très traditionaliste. Il fait appel au prince Xavier (don Javier) comme régent du carlisme « sans que cette fonction le prive de son propre droit à la succession. » Il nomme comme chef délégué un andalou, Fal Conde, aux qualités d'organisateur, avant de mourir en 1936, écrasé par un camion militaire à Vienne, juste avant la guerre civile.

Au cours de ces longues années de guerres, de sacrifices et d'inextinguible fidélité, s'est formée cette masse incandescente, la masse carliste, où les mythes joutent l'histoire et que tous se disputent : l'Église veut y trouver une défense, les grands propriétaires, après l'avoir combattue, aimeraient s'y appuyer face au communisme naissant et le peuple espagnol s'y sent représenté, surtout en ce qui concerne ses revendications fueristes et libertaires.

Quel prince reprendra le flambeau du carlisme ? Don Alfonso-Carlos (dernier roi carliste légitime) avait désigné Don Javier (le Prince Xavier) comme son héritier...

Pourquoi lui ? Pourquoi Xavier de Bourbon ?

C'est un homme responsable, profondément croyant et qui a fait montre de courage. Mais surtout la branche de Parme est l'unique branche qui soit restée fidèle à la branche aînée de

AVANT-PROPOS

France d'abord et d'Espagne ensuite. Et si Don Javier l'accepte, c'est qu'il est le seul à pouvoir remplir ce rôle, et qu'il souhaite détacher l'Espagne de l'emprise hitlérienne, dont il a pressenti la montée en Europe.

Cette longue et difficile histoire, qui concerne aussi la France et l'Europe tout entière, est racontée ici à travers les personnages qui en ont été les protagonistes. Parés de l'aura de l'histoire et du nom qu'ils portent, ils ont choisi de servir les grandes causes humaines telles qu'ils les concevaient, ainsi qu'ils en ont reçu mission.